Algérie – Mahmoud Rechidi, secrétaire général du PST au forum de RAJ : « L'élection n'est qu'un faire-valoir »

mardi 19 février 2019, par AICHOUN Abdelghani (Date de rédaction antérieure : 17 février 2019).

Le secrétaire général du Parti socialiste des travailleurs (PST), Mahmoud Rechidi, est affirmatif : « L'élection présidentielle du 18 avril prochain n'apportera pas le changement tant attendu. » Dans une déclaration faite lors de son passage, hier, au forum de RAJ (Rassemblement, actions, jeunesse), celui-ci a estimé que ces élections « ne sont qu'un faire-valoir pour la continuité du régime ».

Cela veut-il dire que le PST va faire l'impasse sur ce prochain rendez-vous électoral ? Mahmoud Rechidi a tenu à préciser tout d'abord que c'est à la direction du parti de prendre une telle décision et celle-ci doit se réunir dans les jours à venir. Néanmoins, il a estimé que cette élection se tient « dans des conditions absolument inacceptables ». Le secrétaire général du PST a rappelé, à cet effet, que le traitement par l'EPTV (Entreprise publique de la télévision) de la lettre-programme de Abdelaziz Bouteflika a duré 25 minutes au journal télévisé, ce qui n'était pas le cas pour les autres candidats. Mais, pour l'intervenant, il ne suffit pas d'être contre le 5e mandat. Il faut se positionner par rapport à ce qui va suivre. « On est contre le 5e mandat, comme on l'a été contre le premier, le deuxième et les deux autres, mais pour quelle alternative, quel projet de société », dit-il. Donc, pas question pour le PST de s'embarquer dans des logiques sans en connaître les contours et les finalités.

Voulant être plus explicite, celui-ci a affirmé que beaucoup parmi ceux qui sont aujourd'hui contre le 5e mandat s'entendent avec le pouvoir actuel sur ses orientations ultralibérales. Y compris pour ce qui est de certaines formations ou personnalités politiques qui sont dans l'opposition. Pour lui, la candidature du général- major à la retraite, Ali Ghediri, entre également dans ce cadre-là, puisque elle est le reflet « d'un affrontement à l'intérieur du système », un affrontement dont l'objectif n'est pas « la défense des intérêts des travailleurs ». « On nous demande de le soutenir, alors qu'il n'a pas de programme », a-t-il encore déclaré à ce sujet.

Le PST va-t-il, à titre d'exemple, prendre part à la « conférence nationale inclusive » proposée par Bouteflika ? D'après lui, le pouvoir doit, en premier lieu, donner des « gages de bonne volonté » en levant les entraves liées à l'exercice démocratique de l'activité politique. « Il ne peut pas entraver les libertés démocratiques et syndicales et au même moment nous appeler à discuter », a-t-il déclaré. Le premier responsable du PST pose également comme préalable aux différentes démarches unificatrices (conférence nationale, consensus…), initiées par certains partis politiques, la définition des contours du mode de gouvernance et du modèle économique recherché. « On peut bien évidemment s'entendre avec beaucoup d'acteurs politiques sur les questions relatives aux libertés démocratiques. Signer même une charte avec eux.

Mais pour ce qui est du modèle économique, c'est une autre histoire », a-t-il déclaré. Ceci, d'autant plus, a-t-il indiqué, qu'à partir de cette année, « il va y avoir des attaques contre certains acquis (subvenions, le secteur public, la règle 51/49…) ». « Après la présidentielle, ils vont accélérer le projet néolibéral », a-t-il lancé. Pour Mahmoud Rechidi, « il faut se battre pour imposer un programme qui défend les intérêts des travailleurs et qui puisse réduire les inégalités ». D'où la

nécessité d’arriver à une « convergence pour les libertés et contre le libéralisme » qui contribuera à la « construction d’un rapport de force dans la société ».

ABDELGHANI AICHOUN

P.-S.

• EL WATAN, 17 FÉVRIER 2019 À 11 H 00 MIN : https://www.elwatan.com/edition/actualite/mahmoud-rechidi-secretaire-general-du-pst-au-forum-de-raj-lelection-nest-quun-faire-valoir-17-02-2019?fbclid=IwAR1h-nIUrDXKcAu3eXxzXp6qv_a4cyGzmc45VH4MzHu1H0dj3F6pzdpGbOY